

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 18/005/2007 (Public)  
Bulletin n° : 228  
ÉFAI  
26 novembre 2007

### **Bolivie. En temps de crise, les autorités se doivent d'apporter des solutions durables**

Il faut que les autorités et les groupes politiques prennent les mesures qui s'imposent pour mettre fin au climat de violence régnant actuellement dans la société bolivienne, en empêchant que de nouveaux homicides soient commis, dans le but ultime de favoriser la réconciliation nationale.

Plus de 100 personnes ont été blessées et quatre autres – dont un policier – tuées, dans la ville de Sucre au cours du week-end du 24 novembre. Les troubles en question ont pour origine le mécontentement de l'opposition concernant la nouvelle constitution récemment approuvée, dont il a été annoncé qu'elle ferait l'objet d'un référendum.

Amnesty International estime que c'est précisément dans les moments de crise comme ceux que traverse actuellement la Bolivie que le pouvoir élu doit faire preuve de sa capacité à gouverner le pays. Il faut que les autorités chargent les forces de l'ordre de maintenir les débordements dans les limites du respect des droits humains, et prennent toutes les mesures nécessaires pour établir le dialogue, en évitant que celui-ci ne donne lieu à des confrontations menaçant la vie et la sécurité des personnes.

Elles doivent veiller au maintien de l'ordre tout en respectant les droits humains, et trouver les médiateurs et solutions qui favoriseront le dialogue. Au cours des derniers mois, la ville de Sucre a été le théâtre de plusieurs affrontements dus à des désaccords portant sur des aspects de la nouvelle constitution. Des affrontements entre citoyens de sensibilités politiques différentes ont à plusieurs reprises fait des morts dans d'autres villes.

Amnesty International exhorte les dirigeants de l'opposition à respecter leur engagement, ainsi que leur devoir, consistant à donner des consignes claires à leurs partisans, afin que ceux-ci optent pour les solutions privilégiant le dialogue tout en évitant les heurts et en faisant part de leur désaccord de façon pacifique.

Les appels encourageant à condamner les affrontements et à préconiser d'autres solutions s'adressent aussi bien aux autorités nationales et départementales, qu'aux groupes d'opposition et à la population en général.

Les autorités doivent ordonner l'ouverture d'enquêtes sur les événements des 24 et 25 novembre, et concevoir des politiques offrant des garanties à court et long terme.

/FIN